POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
"Pour le socialisme, la République et la démocratie"
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**Fédération du Bas-Rhin :**
10 rue des Francs-Bourgeois,
67000 STRASBOURG
Courriel : poi67@laposte.net
Site Internet local : http://poi67.no-ip.org

# MUNICIPALES STRASBOURG

## RÉUNION ÉLECTORALE JEUDI 6 MARS À 19 H AU BAR PERESTROÏKA, 2 RUE THIERGARTEN

**Madame, Monsieur, cher camarade,**

Nous sommes à moins d'un mois du 1er tour des élections municipales. La politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault dictée par l'Union Européenne ne cesse de s'aggraver. Le 14 janvier, François Hollande, en présentant son « pacte de responsabilité », a annoncé sa volonté d'exonérer les patrons des cotisations sociales de la branche « famille » de la Sécurité Sociale ! Il s'agirait de la liquidation de toute une branche de la Sécurité Sociale.

Avec « le pacte de responsabilité », le gouvernement veut donc tailler encore 50 milliards d'euros dans les budgets de l'École, des services publics et de la Sécurité Sociale, alors même que les confédérations syndicales CGT et FO ainsi que Solidaires et la FSU s'y opposent par un appel à faire grève et à manifester le 18 mars.

Quant à la fable dite des « contreparties » que devrait donner le Medef sous forme de créations d'emplois, il suffit de constater que dans tout le pays, la liste des fermetures d'usine et des plans sociaux ne fait que s'allonger et que le patron du MEDEF, Pierre GATTAZ, accompagnant François Hollande lors de son voyage aux États-Unis, a lui-même annoncé qu' « il n'y aura aucune contrepartie ».

C'est la même méthode qu'a employée la municipalité PS-EELV à Strasbourg pour remettre en cause l'interdiction du travail le dimanche. Le Conseil municipal a en effet abrogé, à la demande du patronat du commerce, les dispositions municipales de 1936 qui garantissaient le repos dominical des salariés dans certains secteurs d'activités commerciales (en particulier le commerce d'épicerie et l'alimentation générale), pour forcer les organisations syndicales à signer un accord prévoyant des « contreparties » pour les salariés travaillant le dimanche.

C'est pour aider la population à se rassembler pour bloquer la politique du gouvernement et de la municipalité PS-EELV de Strasbourg qui s'en fait le relais que le POI 67 a décidé de présenter une liste aux élections municipales à Strasbourg.

À l'heure où François Hollande appelle à la fusion des régions, notamment l'Alsace et la Lorraine, avec pour objectif de franchir un pas décisif dans la déréglementation en dotant les régions « de nouvelles responsabilités » et « d'un pouvoir réglementaire local d'adaptation » de la législation nationale, cette campagne municipale s'inscrit dans la continuité du travail unitaire mené pendant plus de 18 mois contre le Conseil Unique d'Alsace qui a abouti, le 7 avril dernier, à l'échec du référendum sur la fusion des deux départements, à une défaite des partisans de l'Union Européenne et de l'Europe des Régions, à une victoire du mouvement ouvrier et démocratique.

À moins d'un mois du 1er tour des municipales, la campagne que nous avons engagée a permis d'en préciser les axes :

➢ Combat pour la défense de tous les services publics et tout particulièrement contre la territorialisation de l'Éducation Nationale qu'il s'agisse de la réforme des rythmes scolaires dans le 1er degré ou de la dislocation et la privatisation de l'Université et de l'enseignement supérieur.

➢ Défense de la démocratie locale constituée par les communes et les départements contre le triptyque antidémocratique Métropole/Région/Europe et cela alors que vient d'être votée la loi Métropoles au Parlement qui confère à Strasbourg un statut d'Euro-métropole.

➢ Défense de la laïcité

➢ Défense des emplois : abrogation de la loi de sécurisation de l'emploi (ANI CFDT MEDEF), interdiction des licenciements.

➢ Défense des acquis sociaux particuliers d'Alsace-Moselle : régime local de Sécurité Sociale, interdiction du travail du dimanche.

La municipalité PS-Europe Écologie Les Verts n'a eu de cesse de faire un chantage à l'emploi et à la compétitivité au nom de « Strasbourg, capitale de l'Europe » pour remettre en cause les services publics et les droits des travailleurs, en particulier le droit au repos dominical.

Après les salariés du commerce, demain les salariés des services, de toutes les industries ne se verront-ils pas à leur tour contraints de travailler le dimanche ?

Dernièrement, à l'occasion du débat électoral organisé jeudi 20 février par l'association Sciences-Po Forum, Roland Ries a en effet annoncé qu'il envisageait d'ouvrir la médiathèque le dimanche. Des discussions sont également en cours à la BNU…

Ainsi, le repos dominical ne serait plus la règle pour les salariés à Strasbourg, alors même que le Conseil d'État a suspendu ce 12 février l'exécution du décret paru le 31 décembre 2013 autorisant l'ouverture dominicale des magasins de bricolage, estimant « que le principe d'un repos hebdomadaire est l'une des garanties du droit constitutionnel au repos reconnu aux salariés et que ce droit doit s'exercer en principe le dimanche ».

Et le député PS Armand Jung « en appelle à un grand rassemblement de toutes les sensibilités de gauche autour de Roland Ries » (cf. DNA du 25 février) pour poursuivre la même politique !

Pour le POI, il ne peut y avoir aucun accord, aucun « rassemblement » sur une même liste électorale avec ceux qui se soumettent aux diktats de l'Union Européenne.

Un choc se prépare entre les partisans de la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault dictée par l'Union Européenne et la population qui la rejette.

**C'est pour débattre des moyens à mettre en œuvre et des moyens de regrouper les forces décidées à bloquer le gouvernement Hollande-Ayrault, sa politique d'austérité, qui se traduit aujourd'hui par le pacte de responsabilité, et rompre avec la politique anti-ouvrière de l'Union Européenne que le POI vous invite à sa prochaine réunion électorale :**

# LE JEUDI 6 MARS À 19 H AU BAR PERESTROÏKA, 2 RUE THIERGARTEN

***Élisabeth DEL GRANDE, tête de liste***

✂----------

❑ **Je souhaite être informé(e) des initiatives de la liste** ❑ **Je souhaite être candidat(e) sur la liste**

**Nom : .....Prénom : .....Courriel : .....**

**Adresse postale : .....**